

Face aux jeux des politiciens, faisons entendre notre colère !

Grands partis politiques habitués à gérer les institutions, notables locaux vissés à leur mairie depuis des décennies, nouveaux arrivistes désireux de leur prendre la place, le monde politicien tout entier est dans les starting-blocks pour les municipales... avec souvent la présidentielle et les législatives de 2027 en ligne de mire.

Nos vies quotidiennes ne se jouent pas dans les institutions

Bien au-delà des plans de carrière des politiciens et de leur démagogie mensongère, notre préoccupation quotidienne de travailleurs et travailleuses, c'est plutôt les bas salaires ou la menace du licenciement. C'est aussi les services publics qui dysfonctionnent de plus en plus gravement à mesure des coupes budgétaires. À l'inverse, les profits des milliardaires et les budgets militaires, eux, grimpent en flèche !

Soutenons des listes ouvrières et révolutionnaires !

C'est pour faire entendre la voix du monde du travail, celles de nos revendications et de nos luttes, que le NPA-Révolutionnaires se présente, dans plusieurs dizaines de villes. Constituées de travailleurs et de travailleuses, avec ou sans emploi, d'étudiants ou de retraités, nos listes ouvrières et révolutionnaires sont un moyen d'exprimer sa colère – pour ceux d'entre nous qui ont le droit de vote, car nous n'oublions pas que les autres en sont privés faute d'avoir la bonne nationalité.

Nous, les travailleurs, n'avons aucune confiance à donner aux partis qui postulent à la gestion des affaires des capitalistes, ni à cette droite qui nous gouverne depuis des années, et encore moins à l'extrême droite, nos pires ennemis. Mais pas plus dans les partis d'une gauche respectueuse des institutions qui promet d'améliorer nos vies, mais fait l'inverse quand elle est au pouvoir.

Toutes les conquêtes sociales des travailleurs ont été arrachées par les grèves et les manifestations, seuls moyens de menacer et de faire reculer ceux qui tiennent vraiment l'économie, les patrons et les actionnaires, dont le pouvoir ne dépend d'aucune élection.

Voter et faire voter pour nos listes ouvrières et révolutionnaires, c'est faire entendre l'urgence de lutter pour :

- 400 euros net d'augmentation pour tous et toutes ;

- aucun salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net ;
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public comme dans le privé ;
- régularisation de tous les sans-papiers, droit de vote pour tous à toutes les élections, liberté de circulation et d'installation.

Dans les villes où il ne présente pas de liste aux élections municipales comme à Mulhouse mais où il existe une liste de Lutte ouvrière, le NPA-R, qui est partisan du développement d'un pôle des révolutionnaires, appelle à voter pour la liste de Lutte Ouvrière menée par Salah Keltoumi.

Une campagne de soutien à l'extrême droite

Ce week-end, un jeune homme a perdu la vie à Lyon, militant d'extrême droite raciste et catholique intégriste venu provoquer une réunion de Rima Hassan, bête noire de l'extrême droite en raison de son engagement pro palestinien. Cette mort est la conséquence de la politique de ces groupes dont le racisme et la violence constituent le fonds de commerce. Serait-il possible de prôner sans arrêt cette violence sans prendre le risque d'en subir les conséquences ?

Macron, Darmanin et les médias en profitent pour mettre en cause la France insoumise et l'extrême gauche, alors que c'étaient bien des nervis d'extrême droite qui attaquaient une réunion publique. Darmanin affirme que « c'est l'ultragauche qui a tué », alors que l'enquête débute tout juste. Ils se gardent bien de faire la liste des victimes avérées de l'extrême droite, dont l'assassinat du rugbyman Aramburu par un militant d'extrême droite, jusqu'à Hichem Miraoui, assassiné par son voisin le 31 mai dernier.

Un grand reset pour nous embrouiller

Vendredi 6 février, Stellantis annonçait dans une valse de chiffres des charges exceptionnelles de 22 milliards pour pallier au changement de stratégie dû aux mauvaises orientations du prédécesseur, Tavarès, sur l'électrification notamment. Cette annonce, dont les chiffres sont là pour donner le tournis, avant l'annonce des résultats 2025 fin février, ne nous fera pas oublier les 54 milliards de profits engrangés depuis 2021, ni accepter d'en faire une fois de plus les frais pour les errements de uns ou des autres, futurs ou passés. A la première réunion NAO (négociations salariales annuelles), la direction prenait en référence une inflation de 0,9% comme base de négociations pour les augmentations de salaires 2026. Elle s'apprête à annoncer, gageons-le, de la participation et de l'intéressement égales à 0. Ensemble réclamons notre dû, il nous faut 400€ d'augmentation de salaire mensuelle pour tous.

Ecrit d'avance

1% d'augmentation générale, voilà ce qui est ressorti des discussions salariales jeudi dernier. Si cette pièce de théâtre a duré plusieurs heures avec plusieurs entractes, le résultat de cette mascarade était écrit à l'avance par sa direction qui en était l'autrice. Le véritable scénario pour les augmentations de salaires, c'est quand les véritables acteurs qui produisent tout se feront entendre sur chaque site du groupe.

Décès de deux ouvriers à Hordain et Trémery

Un ouvrier de 58 ans a fait un malaise cardiaque sur son lieu de travail dans l'usine Stellantis de Hordain, mardi 10 février, peu après midi. Il est décédé malgré les premiers soins des urgentistes. La production a été stoppée devant l'onde de choc chez ses collègues, et n'a redémarré que pour l'équipe de nuit. Le même jour, un autre salarié de 45 ans a fait un infarctus sur le site de Trémery. Il paraît qu'il faut travailler toujours plus longtemps en raison de la hausse de l'espérance de vie. Celle-ci a pourtant diminué depuis 2022. Les ouvriers ont toujours deux fois plus de chance de mourir entre 35 et 65 ans que les cadres, et ont 5 ans d'espérance de vie en moins. Exploiter 43 ans les travailleurs, jusqu'à 64 ans, c'est purement et simplement priver beaucoup d'entre nous de retraite.

Un bon week-end

Vendredi 6 février, samedi 7 et mardi 10, des séances de travail ont été annulées pour une grande partie de l'usine en raison de retard de livraison de pièces, tout comme à Sochaux la semaine dernière. Stellantis choisit de faire produire ses pièces aux 4 coins de la planète, pour profiter de l'exploitation des travailleurs encore plus mal payés que nous. De temps en temps, ça coince, et les avions, camions, bateaux et trains deviennent nos amis.

En marche arrière

De nombreux Team Leaders se retrouvent sur les chaînes de montage, et maintenant il leur est imposé d'être rétrogradé comme opérateur, ce qui est possible depuis la mise en place de la nouvelle convention collective. Personne n'est de trop tellement le travail est difficile, mais la théorie de l'évolution selon Stellantis, c'est la régression.

Refus à la chaîne

Avec le passage en 2 demi-équipes, on a été nombreux à faire des demandes de mutation vers la Forge, la Fonderie ou Mécanique. La semaine, on a été tout aussi nombreux à être convoqués pour recevoir un refus à nos demandes. A croire que nos lettres de refus étaient déjà écrites à l'avance. Tous à son stylo pour les demandes suivantes, on lâche rien.

La direction compte-t-elle ses bus ou ses sous ?

La direction a entamé une nouvelle campagne de comptage dans les bus, et s'affaire à compter chaque ouvrier transporté pour mesurer combien d'économies elle pourrait escompter en réduisant les trajets et supprimant à nouveau des lignes de bus. Une dépense en moins pour l'usine (qui perdra cependant une partie des avantages fiscaux dont elle bénéficie à ce titre), des dépenses en plus pour les ouvriers qui devront prendre les frais de déplacement entièrement à leur charge. Si la direction ne veut plus prendre en charge les bus, elle n'a qu'à nous offrir des voitures ; elles sont d'ailleurs nombreuses en attente sur les parkings de l'usine.

320 salariés licenciés à l'usine Dumarey de Strasbourg

L'usine construite à l'époque par General Motors à Strasbourg n'atteindra pas ses 60 ans et 320 emplois seront rayés d'un trait de plume d'ici la fin de l'année. Cette usine spécialisée dans les boîtes de vitesse employait encore 600 travailleurs il y a 2 ans. L'usine avait perdu son principal client, l'allemand ZF (85% de l'activité), qui ne sera pas inquiété et n'aura aucune indemnité à verser aux ouvriers mis dehors. Les capitalistes sont décidément très doués pour prendre les bénéfices puis se défausser de leur responsabilité quand le vent tourne. Travaillons à devenir excellents nous aussi pour les dégager, et prendre le contrôle ouvrier des usines afin de construire nous-même notre destin.

Les minutes du respect

Au montage, malgré les poumons remplis, des overtimes sont annoncés. La direction avait dit que les overtimes, c'était seulement quand la production n'était pas atteinte. En fait elle s'en fiche : une voiture de plus, c'est du profit en plus. Pour quelques centimes de moins, on a meilleur temps de faire grève.